

Nouvelles locales du lundi 21 juillet 2014

@rib News, 21/07/2014 | Politique - La Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) se dit inquiet de la situation socio politique qui prévaut dans le pays, cela au moment où la CENI vient de publier le calendrier électoral. Selon la présidente de cette coalition, les partis politiques ne sont pas en situation stable sur terrain puisque certains sont déstabilisés par les membres surtout du parti au pouvoir alors que d'autres partis sont scindés en ailes antagonistes. Justine Nkurunziza (photo) trouve ainsi que ces partis politiques devraient se réunifier avant ce rendez-vous.

Elle déplore aussi les propos de certaines autorités dont le ministre de l'intérieur qui n'affichent pas une neutralité sur les questions qui hantent ces partis politiques. Elle trouve aussi que certaines autres autorités à la base ne respectent pas les injonctions données par le ministre Nduwimana ou alors par le président du parti CNDD-FDD. Ainsi, il leur demande de surveiller de près ces administratifs et de leur donner une sanction quand ils méritent le cas échéant.

[r/isanganiro] - Le représentant du parti Uprona dirigé par Concilie Nibigira dans la province de Kirundo a démissionné de ce poste. Dans une lettre signée le 18 de ce mois, Rukezamihigo Jean Pierre affirme que travailler seul ne peut en aucun cas engendrer des résultats. En effet, il explique que depuis sa nomination à la tête de ce parti par Concilie Nibigira, il a cherché en vain à expliquer et demander aux Badasigana de cette province d'adhérer au camp de Concilie. Il ajoute qu'au lieu d'apaiser la tension, cette situation s'est plutôt amplifiée ce qui a été vu concrètement par ses pairs. Il a ensuite constaté que dans cette province de Kirundo, aucun membre de ce parti n'est derrière Concilie et que même les membres de sa famille de sang ont refusé de l'aider dans différentes cérémonies des fêtes familiales. Ainsi, il affirme qu'il remet son tablier et ajoute qu'il restera membre de ce parti de Rwagasore tout en aidant la résolution des problèmes qui le minent. [r/isanganiro/bonesha/rpa] | Justice - La Cour d'appel de Bujumbura vient de prendre une décision de maintenir le président de l'APRODH en prison pour le reste de sa procédure de jugement.

Cette décision confirme celle qui avait été prise par les juges du tribunal de grande instance de Bujumbura qui avaient eux aussi estimé que Pierre Claver Mbonimpa doit rester en prison durant son procès. Selon ses avocats, cette décision suscite un sentiment de déception et de consternation. Maître Antoine Nzobandora trouve par ailleurs que la décision prise n'a pas été motivée par le juge qui s'est contenté de dire que les prisonniers peuvent être soignés à l'intérieur de la maison carcérale et que de ce fait, le prévenu en question pourra bénéficier de sa liberté s'il a besoin d'être en prison. Il affirme qu'ils avaient eu confiance que leur client serait relâché mais que cet espoir s'est éteint ce matin à la connaissance du jugement rendu. Il trouve que le juge burundais vient encore une fois de démontrer que le chemin à parcourir pour aboutir à l'indépendance de la magistrature est encore long. [rpa/r/isanganiro/bonesha]

Alors qu'un groupe de 7 jeunes tous membres du parti CNDD-FDD et de la ligue des jeunes Imbonerakure vient d'appréhender sur la colline Kagwema de la commune Gihanga en province Bubanza ce samedi en train de tendre des embuscades aux passants à qui ils dépouillaient de tous leurs biens, le FORSC demande que ce dossier soit le plus rapidement fixé devant les juges puisque c'est un cas de fraude. Selon le président de ce forum, la présence de tels groupes s'explique par le fait que ces jeunes qui agissent comme des agents de l'ordre non rémunérés, qui sont entretenus par les politiciens pour des fins purement individualistes, cherchent comment se payer sur les biens de la population ce que cette dernière ne peut pas accepter. Vital Nshimirimana trouve que de tels groupes rappellent par ailleurs le surnom Bitaryumunyu qui faisait la pluie et le beau temps sur cette même route. Ainsi, il demande au gouvernement de tout faire pour éliminer de tels groupes partout où ils se trouvent dans le pays et cela dans les meilleurs délais. [r/isanganiro] | Sécurité - Une personne a tué sur la colline Kiyonza de la commune Bugabira de la province Kirundo la nuit de ce dimanche à lundi. Selon des sources sur place, les victimes ont été attaquées par un groupe de personnes armées de grenades qui les ont lancées ensuite contre ces dernières. En plus de cette personne tuée, 4 autres personnes ont été blessées par suite de cette attaque. Cette information est confirmée par les autorités administratives et policières de cette commune de Bugabira mais elles indiquent que l'identité de ces malfaiteurs n'a pas encore été connue et que des enquêtes ont commencé pour identifier les motifs de cette attaque. [rnb/isanganiro/bonesha] | Economie - Le conseil des ministres vient d'étudier et valider un projet de loi portant sur la vision de la loi budgétaire 2014. En effet, ce projet de loi prévoit une hausse des taxes et impôts sur certains produits de première nécessité dans la but de combler un déficit de plus de 44 milliards de nos francs d'ici à l'application de la nouvelle loi sur les impôts professionnels sur les revenus (IPR) de même qu'une autre somme de plus de 15 milliards que la Banque Africaine de Développement n'a pas pu octroyer au Burundi comme prévu. Les produits concernés par cette hausse sont entre autres le sucre, les produits de la BRARUDI, l'eau, l'essence, l'abatage des animaux et la augmentation ainsi que l'augmentation est de l'ordre de 2,2% par rapport au budget initialement prévu pour l'exercice.

[rpa/bonesha/r/isanganiro] - Suite à cette décision du conseil des ministres, l'OLUCOME trouve que le gouvernement est en train de vouloir se ravitailler dans les poches de ceux qui n'ont rien alors que les grosses fortunes ne sont pas touchées. Selon le président de cet observatoire, il est aussi plus inacceptable que le gouvernement, au lieu de privilégier les dépenses d'investissement, cherche plutôt à accroître les dépenses des services non productifs du directement. Gabriel Rufyiri pointe du doigt une somme de plus de 9 milliards qui sera octroyée à la présidence de la République en plus d'une somme de 20 milliards initialement prévue et se demande ce que la population gagne au moment où le président Nkurunziza, avec une chaîne de près de 30 véhicules derrière lui, circule à travers le pays. De ce fait, cet activiste anti corruption demande au gouvernement d'instaurer plutôt une taxe sur les fortunes pour que ces dernières soient taxées à leur juste valeur. Il demande en outre aux députés de ne pas voter ce projet de loi et à la population il demande de se lever pour dire non à une telle situation. [rpa/bonesha/r/isanganiro] - De même, la PARCEM trouve que les autorités burundaises sont devenues des menteurs avérés. Selon le président de cette association, il est inconcevable que les autorités du pays affirment chaque jour que les aides sont octroyées au pays, que l'OBR fait des performances normales, que le gouvernement peut même lui seul financer les élections de 2015.

[rpa/bonesha/r/isanganiro] - Suite à cette décision du conseil des ministres, l'OLUCOME trouve que le gouvernement est en train de vouloir se ravitailler dans les poches de ceux qui n'ont rien alors que les grosses fortunes ne sont pas touchées. Selon le président de cet observatoire, il est aussi plus inacceptable que le gouvernement, au lieu de privilégier les dépenses d'investissement, cherche plutôt à accroître les dépenses des services non productifs du directement. Gabriel Rufyiri pointe du doigt une somme de plus de 9 milliards qui sera octroyée à la présidence de la République en plus d'une somme de 20 milliards initialement prévue et se demande ce que la population gagne au moment où le président Nkurunziza, avec une chaîne de près de 30 véhicules derrière lui, circule à travers le pays. De ce fait, cet activiste anti corruption demande au gouvernement d'instaurer plutôt une taxe sur les fortunes pour que ces dernières soient taxées à leur juste valeur. Il demande en outre aux députés de ne pas voter ce projet de loi et à la population il demande de se lever pour dire non à une telle situation. [rpa/bonesha/r/isanganiro] - De même, la PARCEM trouve que les autorités burundaises sont devenues des menteurs avérés. Selon le président de cette association, il est inconcevable que les autorités du pays affirment chaque jour que les aides sont octroyées au pays, que l'OBR fait des performances normales, que le gouvernement peut même lui seul financer les élections de 2015.

[rnb/isanganiro/bonesha] | Economie - Le conseil des ministres vient d'étudier et valider un projet de loi portant sur la vision de la loi budgétaire 2014. En effet, ce projet de loi prévoit une hausse des taxes et impôts sur certains produits de première nécessité dans la but de combler un déficit de plus de 44 milliards de nos francs d'ici à l'application de la nouvelle loi sur les impôts professionnels sur les revenus (IPR) de même qu'une autre somme de plus de 15 milliards que la Banque Africaine de Développement n'a pas pu octroyer au Burundi comme prévu. Les produits concernés par cette hausse sont entre autres le sucre, les produits de la BRARUDI, l'eau, l'essence, l'abatage des animaux et la augmentation ainsi que l'augmentation est de l'ordre de 2,2% par rapport au budget initialement prévu pour l'exercice.

[rpa/bonesha/r/isanganiro] - Suite à cette décision du conseil des ministres, l'OLUCOME trouve que le gouvernement est en train de vouloir se ravitailler dans les poches de ceux qui n'ont rien alors que les grosses fortunes ne sont pas touchées. Selon le président de cet observatoire, il est aussi plus inacceptable que le gouvernement, au lieu de privilégier les dépenses d'investissement, cherche plutôt à accroître les dépenses des services non productifs du directement. Gabriel Rufyiri pointe du doigt une somme de plus de 9 milliards qui sera octroyée à la présidence de la République en plus d'une somme de 20 milliards initialement prévue et se demande ce que la population gagne au moment où le président Nkurunziza, avec une chaîne de près de 30 véhicules derrière lui, circule à travers le pays. De ce fait, cet activiste anti corruption demande au gouvernement d'instaurer plutôt une taxe sur les fortunes pour que ces dernières soient taxées à leur juste valeur. Il demande en outre aux députés de ne pas voter ce projet de loi et à la population il demande de se lever pour dire non à une telle situation. [rpa/bonesha/r/isanganiro] - De même, la PARCEM trouve que les autorités burundaises sont devenues des menteurs avérés. Selon le président de cette association, il est inconcevable que les autorités du pays affirment chaque jour que les aides sont octroyées au pays, que l'OBR fait des performances normales, que le gouvernement peut même lui seul financer les élections de 2015.

[rpa/bonesha/r/isanganiro] - Suite à cette décision du conseil des ministres, l'OLUCOME trouve que le gouvernement est en train de vouloir se ravitailler dans les poches de ceux qui n'ont rien alors que les grosses fortunes ne sont pas touchées. Selon le président de cet observatoire, il est aussi plus inacceptable que le gouvernement, au lieu de privilégier les dépenses d'investissement, cherche plutôt à accroître les dépenses des services non productifs du directement. Gabriel Rufyiri pointe du doigt une somme de plus de 9 milliards qui sera octroyée à la présidence de la République en plus d'une somme de 20 milliards initialement prévue et se demande ce que la population gagne au moment où le président Nkurunziza, avec une chaîne de près de 30 véhicules derrière lui, circule à travers le pays. De ce fait, cet activiste anti corruption demande au gouvernement d'instaurer plutôt une taxe sur les fortunes pour que ces dernières soient taxées à leur juste valeur. Il demande en outre aux députés de ne pas voter ce projet de loi et à la population il demande de se lever pour dire non à une telle situation. [rpa/bonesha/r/isanganiro] - De même, la PARCEM trouve que les autorités burundaises sont devenues des menteurs avérés. Selon le président de cette association, il est inconcevable que les autorités du pays affirment chaque jour que les aides sont octroyées au pays, que l'OBR fait des performances normales, que le gouvernement peut même lui seul financer les élections de 2015.

[rpa/bonesha/r/isanganiro] - Suite à cette décision du conseil des ministres, l'OLUCOME trouve que le gouvernement est en train de vouloir se ravitailler dans les poches de ceux qui n'ont rien alors que les grosses fortunes ne sont pas touchées. Selon le président de cet observatoire, il est aussi plus inacceptable que le gouvernement, au lieu de privilégier les dépenses d'investissement, cherche plutôt à accroître les dépenses des services non productifs du directement. Gabriel Rufyiri pointe du doigt une somme de plus de 9 milliards qui sera octroyée à la présidence de la République en plus d'une somme de 20 milliards initialement prévue et se demande ce que la population gagne au moment où le président Nkurunziza, avec une chaîne de près de 30 véhicules derrière lui, circule à travers le pays. De ce fait, cet activiste anti corruption demande au gouvernement d'instaurer plutôt une taxe sur les fortunes pour que ces dernières soient taxées à leur juste valeur. Il demande en outre aux députés de ne pas voter ce projet de loi et à la population il demande de se lever pour dire non à une telle situation. [rpa/bonesha/r/isanganiro] - De même, la PARCEM trouve que les autorités burundaises sont devenues des menteurs avérés. Selon le président de cette association, il est inconcevable que les autorités du pays affirment chaque jour que les aides sont octroyées au pays, que l'OBR fait des performances normales, que le gouvernement peut même lui seul financer les élections de 2015.

qu'elles décident paradoxalement la hausse des taxes et impôts encore sur les produits de première nécessité. Fau Ndikumana trouve par ailleurs que les appuis budgétaires ne peuvent pas arriver alors que la corruption mine le pays et que le respect des droits de l'homme ainsi que les libertés publiques laissent à désirer. Il demande au gouvernement de restaurer sa confiance aux yeux de ses bailleurs et de mettre sur pied un système qui permettrait de taxer les grandes fortunes. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] Ì Education - Début de passation de l'Examen d'Etat pour les élèves finalistes des humanités générales et techniques du Burundi depuis ce lundi. Certains élèves à certains établissements n'ont pourtant eu le droit de passer ce test qui leur permettrait d'accéder à l'enseignement supérieur puisque leurs établissements ne sont pas agréés au ministère de l'enseignement primaire et secondaire. Alors que ceux qui ont fait ce test l'année dernière n'ont pas encore été réinscrits à l'université du Burundi, le porte-parole du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique explique que les moyens financiers manquent cruellement et que ceux qui font le test actuellement devront impérativement attendre une année à la maison. Venant Ndimurirwo précise en outre que le gouvernement n'a pas de moyens pour accueillir deux promotions en même temps. Il espère tout de même que dans les années à venir, la situation pourra se normaliser. [isanganiro] Ì